

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS207/23  
26 février 2007

(07-0799)

Original: anglais

## CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

### Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

### Notification d'un autre appel présenté par l'Argentine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et de la Règle 23 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 19 février 2007 et adressée par la délégation de l'Argentine, est distribuée aux Membres.

Conformément aux articles 16:4 et 17 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") et à la Règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Argentine présente sa déclaration d'un autre appel concernant certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*<sup>1</sup> et certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 5 février 2007, le Chili a déposé sa déclaration d'appel conformément à la Règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Il a demandé que l'Organe d'appel, entre autres choses, infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial et modifie en conséquence les recommandations et décisions du Groupe spécial énoncées aux paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4 du rapport du Groupe spécial.

Si l'Organe d'appel devait infirmer l'une quelconque des constatations, recommandations et décisions du Groupe spécial énoncées aux paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4 du rapport du Groupe spécial, l'Argentine a l'honneur de demander que l'Organe d'appel examine la conclusion du Groupe spécial et ses constatations et interprétations juridiques y afférentes selon lesquelles il est inutile, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS207/RW, distribué le 8 décembre 2006 (le "rapport du Groupe spécial").

<sup>2</sup> Cette conclusion est énoncée au paragraphe 8.2 b) du rapport du Groupe spécial. Les constatations et interprétations juridiques y afférentes du Groupe spécial sont énoncées aux paragraphes 6.6, 6.7, 7.3, 7.5 et 7.105 à 7.162 du rapport du Groupe spécial.

Dans ce cas, l'Argentine demande que l'Organe d'appel constate:

- a) qu'il est nécessaire, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994;
- b) que le SFP modifié est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

L'Argentine demande aussi à l'Organe d'appel de compléter l'analyse du Groupe spécial dans les cas dans lesquels il infirme ou modifie les constatations du Groupe spécial ou dans lesquels il est nécessaire de compléter l'analyse du Groupe spécial pour régler le présent différend.

---